

Stéphane Rossini *Conseiller national*

De la cohérence sans dogmatisme mal placé !

En observant l'évolution de la situation politique, économique et sociale aux niveaux international et national, un certain pessimisme sévit inévitablement, tant il y a de faits douloureux, de sentiments de frustration, d'injustices flagrantes et intolérables. Ainsi :

- Que l'on s'arrête sur la détérioration de la situation économique et son flot de restructurations permanentes, son cortège de chômeurs et d'exclus, ses conséquences sur l'accroissement des inégalités en termes de conditions de travail et salariales, de formation et de formation continue, de protection sociale, ou de privilèges pour quelques directeurs virés.
- Que l'on analyse l'attitude patronale et ses nouvelles pratiques de management, visant le profit à court terme, la rentabilité maximale, et l'émergence de leaders d'entreprise n'ayant soit rien appris, soit tout oublié de la relation étroite entre l'économie et le social, en faveur d'une quête de prospérité partagée entre les uns et les autres, dans une stratégie de « gagnant-gagant » et en donnant un sens certain à la notion de cohésion sociale.
- Que l'on apprécie cette situation en termes de conséquences sur les modes de vie et l'état de santé de la population, par exemple s'agissant de l'évolution de l'invalidité ou de la morbidité prématurée selon les catégories socio-professionnelles.
- Que l'on s'interroge sur l'avenir de nos institutions politiques, décriées par la droite, qui n'a pour ambition et seul programme « constructif » que le dépouillement de notre Etat, et plus particulièrement de l'Etat social, via les restrictions budgétaires, la pensée comptable d'un frein à l'endettement qui permet au politique de se défiler et d'éviter d'assumer ses responsabilités dans la définition des priorités et l'allocation des ressources du contribuable.
- Ou encore, que l'on observe ces mêmes milieux en appeler à la confiance des citoyens, surtout celle des consommateurs et des investisseurs, alors même qu'ils ne cessent de diffuser le catastrophisme et la peur en ce qui concerne les fonctionnements de production, les couvertures sociales, les retraites, les plans de carrière ou de formation...

Ce contexte procure un sentiment d'impuissance. Le pessimisme nous envahit et risque de nous paralyser.

Mais, chacune de nos actions est l'occasion, d'une part, de procéder à ce regard critique sur les situations vécues, et, d'autre part, de nourrir notre réflexion pour devenir ensuite une force de proposition respectée, constructive, dynamique.

En ce sens, syndicats et forces de gauche ne peuvent baisser les bras. Ils n'ont pas

le droit de le faire. La lutte continue. Elle est plus que jamais nécessaire, car tout devient permis. La solidarité, l'esprit de la justice redistributive, le sens de l'autorité et le rôle de régulation de l'Etat, la dimension sociale des entreprises ou le souci de cohésion sont devenus denrées rares dans le bagage intellectuel et la pratique quotidienne des managers.

Les conséquences dramatiques du tout à la concurrence et à la responsabilité individuelle sont simplement évacuées, par ignorance parfois, souvent par des choix marqués du sceau de l'égoïsme. Certes, les temps peuvent être également « durs » pour les entreprises. Néanmoins, les fossés se creusent irrémédiablement entre la minorité qui profite pleinement des richesses constituées et la majorité qui contribue à justement les constituer. L'évolution des revenus et fortunes est explicite. La Suisse demeure, qu'on le veuille ou non, le pays parmi les plus riches du monde : à qui profite donc le crime ? A 4 ou 5% au plus de la population, qu'on le sache !

Ne nous trompons par conséquent point de cible ! Nos adversaires sont à droite et parfaitement identifiables. Syndicats et force de gauche ont une seule chance d'aller de l'avant : en valorisant leurs synergies et complémentarités. Ne l'oublions pas ! Ne nous divisons pas. C'est à droite qu'on veut nous diviser pour mieux régner.

Sachons défendre nos intérêts et les préoccupations des gens de ce pays.

- L'égalité de traitement avec les personnes handicapées, comme l'a été celle des femmes, ne va pas de soi. Elle est et sera de longues années encore une conquête.
- La solidarité dans le financement de notre assurance-maladie aux primes par têtes injustes et antisociales nous rappelle qu'en 1900 nous votions déjà sur le même objet et qu'il faut donc de la persévérance.
- La nécessité de renforcer la formation professionnelle pour permettre la meilleure adéquation possible entre formation et besoins de l'économie, plus particulièrement en matière de places d'apprentissages, dépend aussi du soutien de ceux qui ensuite encaissent les profits. Ils semblent l'oublier... tout comme M. Deiss, le patron de notre économie.
- Et puis, la protection de l'environnement nous rappelle aussi que la santé des citoyens, se trouve rudement mise à mal par les pressions économiques...

Enfin, dénonçons la catégorisation simpliste, véhiculée sous tous azimuts par M. Couchepin, entre les conservateurs de gauche et progressistes du centre-droit. Une telle catégorisation est nuisible : elle divise au lieu de rassembler ; elle stigmatise au lieu de valoriser le débat critique nécessaire à la construction de notre société.

Si être conservateur,

- c'est défendre le service public et les régions périphériques,
- c'est rappeler que l'individu, travailleur et salarié, est à respecter,
- c'est oser rationaliser les structures du système de santé au lieu de défendre

les privilèges et pouvoirs locaux et économiques,

- c'est soutenir la solidarité et non pas revenir à la charité du 19^e siècle ou à l'humiliante assistance publique du 20^e, ou vouloir une économie au service de l'Homme et non l'inverse,

... et bien je suis fier de l'être, et, je le pense, vous aussi. Les conséquences des mots ne sont pas toujours celles que l'on croit.

Nous ne vivons pas de paroles, mais d'actes. A cet égard, les partis bourgeois n'ont plus de leçon à donner. L'actualité de ces dernières années les discrédite totalement. Qu'ils remplacent leur dogmatisme mal placé par des actes et un brin de cohérence. Notre économie et notre pays s'en porteront mieux.

[Retour](#)